

Convention collective départementale

IDCC : 1628. – INDUSTRIES
**MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES CONNEXES
ET SIMILAIRES
(DEUX-SÈVRES)
(1^{er} juillet 2005)**

(Etendue par arrêté du 31 juillet 1992,
Journal officiel du 12 août 1992)

AVENANT « SALAIRES » DU 6 JUILLET 2005

RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS

GARANTIS ANNUELS ET À LA VALEUR DU POINT

NOR : *ASET0551005M*

IDCC : 1628

Entre :

L'UIMM Deux-Sèvres,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est institué dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques des Deux-Sèvres un barème des taux effectifs garantis annuels applicable à l'ensemble des catégories de personnel visées à l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications, modifié par les avenants du 30 janvier 1980, 21 avril 1981, 4 février 1983, 25 janvier 1990 et 10 juillet 1992.

Les taux effectifs garantis représentent le montant des salaires pour chaque niveau de classification au-dessous duquel les salariés ne peuvent être rémunérés, sous réserve des dispositions de l'article 29 de la convention collective concernant les salariés de moins de 18 ans.

Les taux effectifs garantis ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective.

Article 2

Le barème des taux effectifs garantis est fixé pour la durée légale du travail actuellement en vigueur, soit 35 heures. Leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif et en conséquence supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Pour vérifier l'application du barème des taux effectifs garantis et le comparer aux sommes réellement perçues, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soumis à cotisations sociales, à l'exception des éléments suivants :

- les sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- les primes d'ancienneté telles que définies par la convention collective ;
- les sommes perçues dans le cadre d'un accord d'intéressement ou de participation ;
- les majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres ;
- les primes basées sur l'assiduité ;
- les primes liées à l'organisation du travail (travail en équipe – travail de nuit).

Article 3

Pour un horaire hebdomadaire travaillé de 35 heures, le barème des taux effectifs garantis annuels à compter de l'année 2005 s'établit comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT	COEFFICIENT	MONTANT
140	14 225	240	16 051
145	14 225	255	17 014
155	14 320	270	17 863
170	14 400	285	18 748
180	14 500	305	19 968
190	14 600	335	21 704
215	15 000	365	23 635
225	15 000	395	25 787

Article 4

Le présent accord prend effet à compter de l'année 2005.

Article 5

Sauf disposition plus favorable adoptée par l'entreprise, la valeur du point permettant de déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques sera portée à 4,65 € au 1^{er} septembre 2005 (base 35 heures).

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont adaptables à l'horaire de travail effectif. Elles servent de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Article 6

Les travailleurs à domicile sont exclus de l'application du présent accord.

Article 7

Le présent accord sera déposé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Niort et de Thouars et à la direction départementale du travail et de l'emploi des Deux-Sèvres.

Fait à Niort, le 6 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)